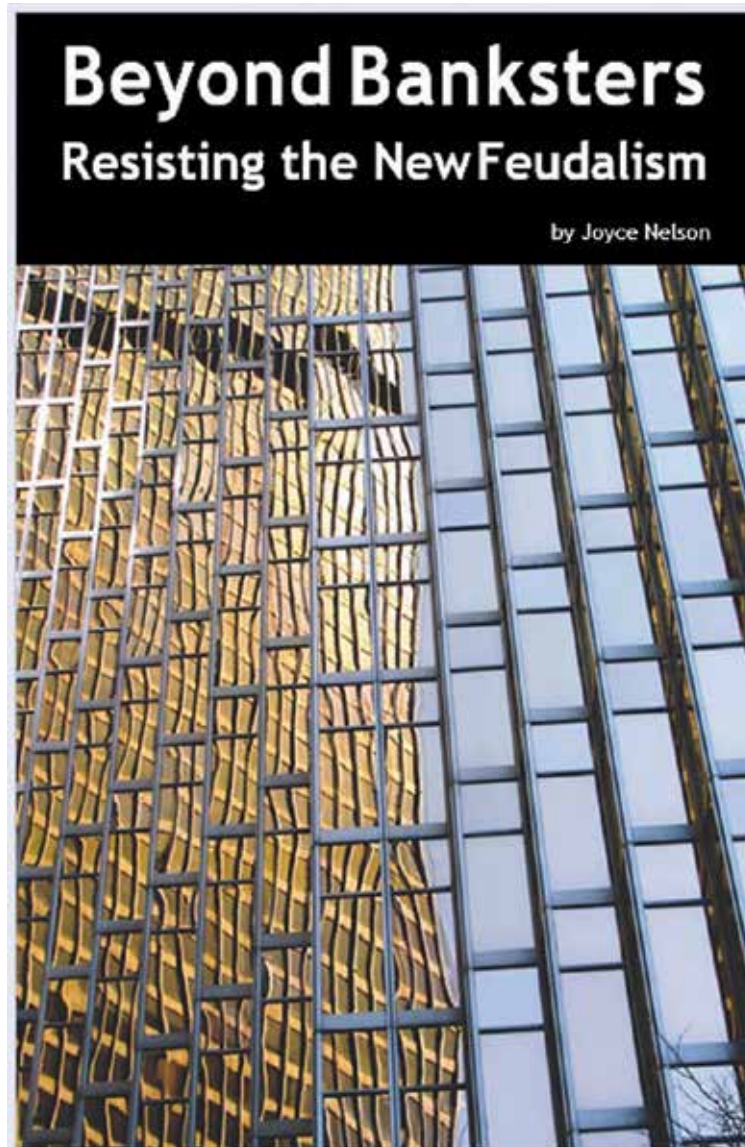


Au-delà des Banksters

Résister au nouveau féodalisme

par Joyce Nelson



Copyright © 2016

Joyce Nelson Tous droits réservés.

Première impression, novembre 2016

deuxième impression, janvier 2017, troisième impression, 4 mai 2017

quatrième impression, janvier 2018

Version électronique, novembre 2018

Livres sentinelles du bassin versant

Boîte 1270,

Comox, B.C. Canada, V9M 7Z8

www.watershedsentinel.ca

Pour commander: www.watershedsentinel.ca/banksters

Ma présentation de ce petit bijou

Au-delà des Banksters est un livre écrit par Joyce Nelson. J'ai tellement aimé lire ce livre que je me suis dit : je dois partager ce petit bijou **avec le monde entier, et je commence par le partager avec vous.**

Description de ma présentation

Mon introduction

- A. Qu'en pensent ceux qui l'ont déjà lu
- B. Ce qu'en dit Ed Finn
- C. À propos de l'auteur Joyce Nelson
- D. Table des matières du livre Au-delà des Banksters
- E. **Le contenu du chapitre 2** (La montée des seigneurs) du livre Au-delà des Banksters
 - Division I. L'introduction du chapitre 2
 - Division II. La montée des seigneurs du chapitre 2, La Montée des Seigneurs
 - Division III. Augmentation de la dette du chapitre 2
 - Division IV. Blamer Trudeau? du chapitre 2
 - Division V. Entonnoir d'argent du chapitre 2
 - Division VI. Le piège de la dette du chapitre 2
 - Division VII. Les Chicago Boys du chapitre 2
 - Division VIII. Retour vers le futur du chapitre 2
- F. **La traduction du chapitre 2 du livre : Au-delà des Banksters**
- G. Les références du chapitre 2 du livre La montée des Seigneurs
- H. L'Index du livre : Au-delà des Banksters
- I. Le chapitre 2 du livre La montée des Seigneurs en anglais (original)

Mon introduction

Le livre contient 17 chapitres incluant la conclusion, il est édité en anglais et c'est la 4^e impression, datée de novembre 2018 qui est actuellement disponible en version électronique. J'ai traduit pour vous (électroniquement) le 2^e chapitre intitulé : L'ascension des seigneurs.

Dans cette section vous avez tous les acronymes contenus dans le livre au complet. Ce livre m'a particulièrement plu parce qu'il fait mention de plusieurs sujets que j'ai déjà analysé sur le site : linfodette-du-canada.com tel que : la dette publique du Canada; la Banque des Infrastructures; la BdC, la banque des règlements internationales (BRI); le comité de la réforme monétaire et économique du Canada (COMER); l'interview de *Will Abram*; les références à *Paul Hellier, Ellen Brown, Linda McQuaig* et plusieurs autres.

Juste avant d'arriver à la traduction en français du chapitre 2 du livre, je vous transmets les informations sur l'auteure Joyce Nelson.

Dans la traduction du texte, j'ai souligné en **rouge** et en **noir** des passages, sur lesquels je voulais particulièrement attirer votre attention.

Vous trouverez ensuite les références aux annotations du chapitre 2 qui seront suivies de l'index des sujets par ordre alphabétique.

Le tout se termine par le texte original du chapitre 2 en anglais.

A. Qu'en pensent ceux qui l'ont déjà lu

« Avec une habileté d'interprétation adroite, Nelson lie les récents développements bancaires à un blizzard d'accords de « libre-échange » qui affaiblissent la réglementation de l'intérêt public dans une foule de domaines...

— Heather Menzies, contrôleure de l'ACCP, janvier 2017

« Lecture essentielle. »

— Guy Dauncey, janvier 2017

~~« La plongée profonde de Joyce Nelson dans l'économie~~ de la Banque du Canada est un compte rendu révélant de la privatisation des actifs publics du Canada et de la nouvelle réalité économique. Bien documentée, provocante et impressionnante dans sa portée, la recherche de Nelson révèle des parties du monde bancaire que le grand public pourrait ne pas connaître et donne des alternatives au monde financier tel que nous le connaissons. Il ne s'agit pas seulement de services bancaires – le livre se penche sur les impacts que ces politiques et ces acteurs ont eus sur les gens et les mouvements politiques comme Occupy Wall Street et la situation de vente d'Hydro One.

—Anna Killen, Beach Metro Nouvelles

Avis préalables pour *Beyond Banksters: Resisting The New Feudalism*

« Toujours à la fine pointe de la technologie, l'écrivaine Joyce Nelson a écrit une dissection glaçante de la prise de contrôle cachée du Canada par une élite économique mondiale et leurs Banksters. Le resserrement de l'étau de la domination économique étrangère qui sert la classe milliardaire étouffe la souveraineté même du Canada.

Mme Nelson expose brillamment cette crise dans un réveil qui se lit comme un thriller d'espionnage. Malheureusement, ce n'est pas de la fiction, mais de la réalité, la vérité sobre et émoussée que les politiciens et les médias traditionnels

tournent et cachent. Si vous vous souciez de votre avenir économique, lisez ce livre et agissez.

— John Stauber, auteur de *Toxic Sludge Is Good For You* et *Weapons of
Tromperie de masse*

« Une enquête puissante et effrayante sur une oligarchie mondiale émergente de banques et de sociétés. Extrêmement perspicace, *Beyond Banksters* creuse profondément dans la nature de ce nouvel ordre et ses effets répressifs et appauvrissants, tout en révélant des possibilités de résistance et de changement. Écrit avec humour et clarté, *Beyond Banksters* n'est pas seulement instructif, mais aussi un plaisir à lire.

— Joel Bakan, professeur de droit à l'Université de la Colombie-Britannique et auteur de *The Corporation: The Pathological Pursuit of Profit and Power* and *Childhood Under Siege: How Big Business Targets Your Children*

Dans la confusion politique, « Ce qui est nécessaire est un point focal - une sorte d'histoire et de combinaison de playbook, un point de référence - et *Beyond Banksters* a fourni cela avec brio. Avec des chapitres éminemment lisibles et courts, exempts de jargon, ce très beau livre de l'éminente auteure canadienne Joyce Nelson est un must pour tous ceux qui veulent comprendre ce qui se passe.

— Rafe Mair, radiodiffuseur, cofondateur de The Common Sense
Canadien, www.commonsensecanadian.ca

« Lisez ce livre, puis aider à mettre un terme à l'arnaque en court. Vos enfants et petits-enfants vous remercieront.

— Anne Cameron, auteure de *Dreamspeaker*

« Ce livre bien documenté jette un nouvel éclairage sur ce qui se passe vraiment dans le monde financier, et quiconque se soucie du Canada serait bien avisé de le lire. » — L'honorable Paul Hellyer, ancien ministre de la Défense nationale
« Percutant, bien documenté, succinct, rapide, *Beyond Banksters* met à nu le monde habituellement caché des banquiers canadiens et internationaux. Vous voulez savoir démêler le réseau des banques qui achètent et privatisent les actifs publics du Canada?

Lisez *Beyond Banksters* et découvrez les acteurs centraux et leurs relations confortables avec les gouvernements et les fraudeurs internationaux. Écrit par l'un des meilleurs rédacteurs d'investigation indépendants au Canada, il s'agit d'un livre plein d'espoir, offrant des solutions de rechange attrayantes à la règle par les banksters.

— Gordon Laxer, auteur de *After the Sands: Energy and Ecological
Security pour les Canadiens*

« Provocateur, profond, stimulant et bourré de clarté perspicace, *Beyond Banksters: Resisting the New Feudalism* suscitera sans aucun doute la joie de ceux qui sont d'accord et font rage de la part de ceux qui ne le font pas – précisément ce que nous attendons de cet extraordinaire gadfly. »

— Stephen Hume, auteur, *chroniqueur au Vancouver Sun*

« Lisez-le et faites lire votre député. »

— Duncan Cameron, Centre for Global Political Economy,
Université Simon Fraser

B. Ce qu'en dit Ed Finn

Pourquoi j'ai choisi Ed Finn.

Ed Finn a été rédacteur en chef au CCPA Monitor pendant 20 ans. Auparavant, il a été rédacteur en chef du Western Star à Corner Brook, journaliste à la Gazette de Montréal, et a écrit pendant 14 ans une chronique sur les relations de travail pour le Toronto Star. Il a également été agent des communications pendant trois décennies pour plusieurs organisations syndicales, dont le Congrès du travail du Canada et le Syndicat canadien de la fonction publique.

Juste avant d'arriver à la traduction en français du chapitre 2 du livre, je vous transmets les informations sur l'auteure Joyce Nelson.

Au cours de mes plus de 70 ans en tant que journaliste, j'ai passé en revue des centaines de livres, dont beaucoup sont informatifs et éducatifs. Mais *Beyond Banksters* de Joyce Nelson, que je viens de terminer la lecture, **n'est pas seulement le livre le plus instructif** que j'ai jamais examiné, mais de loin le plus difficile.

Ce n'est pas que c'est difficile à lire. Loin de là. Joyce est réputée à la fois pour la clarté de sa prose et pour ses recherches méticuleuses, qui sont toutes deux exposées dans ce dernier blockbuster. **Le défi qu'il pose à un examinateur potentiel est que ses 164 pages succintes regorgent de faits, de chiffres, d'idées et de révélations vitales.** Tant qu'il est impossible de le résumer adéquatement dans une revue de livre standard.

Pour rendre justice à *Beyond Banksters*, il faudrait un examen distinct de chacun de ses 16 chapitres.

Ce problème n'a pas dissuadé les critiques précédents, qui ont réussi au moins à définir et à louer ses révélations choquantes.

L'auteur Gordon Laxer qualifie le livre d'« exposition percutante, bien documentée et rapide du monde habituellement caché des banques canadiennes et internationales ». L'ancien ministre fédéral Paul Hellyer affirme que « cela jette un nouvel éclairage sur ce qui se passe vraiment dans le monde financier ». L'auteur John Stauber loue Joyce d'avoir dénoncé « la prise de contrôle cachée du Canada par une élite mondiale et leurs banksters - un signal d'alarme qui se lit comme un thriller d'espionnage . . . mais c'est une réalité que les politiciens et les médias traditionnels tournent et cachent. Joel Bakan, professeur de droit à l'Université de la Colombie-Britannique, affirme que Beyond Banksters est « une enquête puissante et effrayante sur une oligarchie mondiale émergente de banques et de sociétés » et que « les questions d'esprit et de clarté, (c'est) non seulement instructif, mais aussi un plaisir de lire ». Duncan Cameron, professeur d'économie politique à l'Université Simon Fraser, exhorte toutes les personnes préoccupées par la règle des entreprises à « lire *Beyond Banksters* et à faire lire votre député». Pendant que je le lisais, j'ai collé des notes post-it sur les pages qui contenaient des phrases et des paragraphes qui m'ont particulièrement impressionné. Sur tous les livres précédents que j'ai dû examiner, ces notes ne seraient pas plus d'une douzaine, mais dans *Beyond Banksters* j'ai fini avec 97 d'entre eux - et en seulement 164 pages. Le livre ressemblait à un porc-épic littéraire.

Je pourrais essayer d'encapsuler tout ou partie de ces références perspicaces dans une revue traditionnelle, mais je pense qu'il serait préférable de simplement fournir à mes lecteurs des passages saillants de certains des 16 chapitres. En raison des limites d'espace, certains des extraits ne sont pas dans la même forme ou séquence que dans le livre, mais ils reflètent tous factuellement certains des faits saillants. Voici donc:

Chapitre 1 du livre : Au-delà des Banksters

L'une des causes juridiques les plus importantes de l'histoire du Canada se dirige lentement vers le procès. Lancée par le Comité sur la réforme monétaire et économique (COMER), la poursuite exigerait de la Banque publique du Canada qu'elle revienne à sa pratique d'avant 1974 consistant à prêter de l'argent presque sans intérêt aux gouvernements fédéral, provincial et (potentiellement) municipal pour les dépenses d'infrastructure et de soins de santé.

Créée pendant la Grande Dépression, la Banque du Canada a financé un large éventail de projets d'infrastructure publique de 1938 à 1974, sans que nos gouvernements ne contractent des dettes envers des prêteurs privés. Des projets comme ***la Transcanadienne, la Voie maritime du Saint-Laurent, les universités, les hôpitaux, les ports maritimes et les aéroports ont tous été financés par des prêts sans intérêt de la Banque du Canada.*** De plus, le

financement de la Banque du Canada a rendu possible ***l'assurance-maladie universelle, les pensions de vieillesse et l'éducation post secondaire sans frais de scolarité.***

Mais en 1974... la Banque du Canada a cessé de prêter aux gouvernements fédéral et provincial, les forçant à emprunter auprès de prêteurs privés (banques) et étrangers ***à des taux d'intérêt composés,*** ce qui a entraîné d'énormes déficits et dettes depuis.

Chapitre 2 du livre : Au-delà des Banksters

Contrairement à d'autres pays développés du G-7, ***le Canada possède toujours une banque centrale publique.*** C'est pourquoi COMER a intenté sa poursuite : ***il est toujours possible de remettre la Banque du Canada à son mandat initial.***

Toutefois, le gouvernement nouvellement élu de Justin Trudeau semble déterminé à contourner la poursuite intentée par le COMER en instaurant une banque entièrement différente (en partie privée) pour la construction d'infrastructures – une banque qui va encore édenté le pays.

Chapitre 3 du livre : Au-delà des Banksters

Dans l'économie mondialisée, les investisseurs géants s'attendent à pouvoir s'ouvrir et saisir les actifs publics de n'importe quel pays... Au cours des deux dernières décennies, et de plus en plus depuis 2008, de grands investisseurs comme Bank of America, JP Morgan Chase, Goldman Sachs et Morgan Stanley ont acheté et pris le contrôle de ce qu'on appelle « l'économie réelle », c'est-à-dire les aéroports, les ports maritimes, les routes, les systèmes de production et de transport d'électricité, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'eaux usées, les services publics, etc. — dans une grande partie du monde développé. Ces investissements procurent aux actionnaires des profits de plus en plus longs et réguliers provenant des péages et des loyers qui étaient auparavant allés aux propriétaires publics de l'infrastructure.

Comme l'a mis en garde Ellen Brown, auteure de Web of Debt, en 2013, une telle tendance représente « un retour à l'économie féodale des propriétaires de profits non gagnés provenant de la recherche de loyers ».

Chapitre 4 du livre : Au-delà des Banksters

En août dernier, le Toronto Star rapportait que Justin Trudeau « a passé une partie de l'été à courter BlackRock, le plus important gestionnaire de placements au monde, un mastodonte de 5 milliards de dollars dont le siège social est situé à New

York. **M. Trudeau espère qu'une partie de ce torrent mondial d'argent pourra être détournée vers des projets d'infrastructure au Canada.**

Dominic Barton, qui est devenu le « nouveau tsar de l'économie » du Canada, a été nommé président du Conseil consultatif fédéral sur la croissance économique. **Barton est également le directeur général mondial du géant du conseil McKinsey & Co. Son équipe de 14 membres au conseil consultatif comprend Elyse Allan, vice-présidente de General Electric Canada; Brian Ferguson, président et chef de la direction de Cenovus Energy Inc., et Christopher Ragan, chercheur à l'Institut C.D. Howe.**

Parmi les plans de Barton, mentionnons « d'attirer d'énormes investisseurs d'ici et d'ailleurs à verser de l'argent dans les grands projets d'infrastructure » et « la recherche d'argent dans des endroits à l'extérieur du Trésor public et même au-delà des frontières du Canada ».

Chapitre 7 du livre : Au-delà des Banksters

Les premières années de la Grande Récession peuvent être caractérisées comme une grande course, avec les banques et leurs partisans travaillant puissamment pour faire tourner les événements à Wall Street à leur manière, et d'autres travaillant tout aussi fiévreusement pour comprendre et expliquer ce que l'enfer s'était passé.

Cette Grande Course est un exemple classique de ce que le bestseller de ***Naomi Klein***, *The Shock Doctrine*, avait délimité : comment le « capital catastrophe » fonctionne pendant le chaos pour en profiter.

Puis, à la fin de septembre 2011, un commerçant indépendant du marché nommé Alessio Rastani est apparu sur la BBC et a déclaré sans ambages à l'hôte de l'émission, « **Les gouvernements ne gouvernent pas le monde. Goldman Sachs règne sur le monde. Nous les commerçants ne se soucient pas vraiment que beaucoup comment ils vont réparer l'économie. Notre travail est d'en faire de l'argent.** »

Chapitre 8 du livre : Au-delà des Banksters

Bien que la dette fédérale ait atteint 581 milliards de dollars en 2011, **les lecteurs du Globe and Mail ont été informés le jour du budget qu'il n'y avait que trois façons de réduire la dette : augmenter les impôts, réduire les programmes publics ou vendre des biens publics. La possibilité d'emprunter auprès de la Banque du Canada (comme c'était le cas avant 1974) a de nouveau été négligée.**

La perte de la mémoire publique a été brutale. Comme l'a rappelé récemment l'économiste Michael Hudson, « les banques privées (depuis 1974) ont un énorme pouvoir de lobbying sur les gouvernements ». Ce pouvoir de lobbying n'a apparemment pas diminué du tout au fil des décennies. **Les libéraux de Justin Trudeau adoptent maintenant des accords commerciaux comme l'AECG et le PTP qui, s'ils sont ratifiés, empêcheront la réforme bancaire et monétaire - non seulement au Canada, mais partout sur la planète.**

Chapitre 10 du livre : Au-delà des Banksters

L'accord commercial entre le Canada et l'UE (AECG) permettra de déposer des dizaines d'autres poursuites intentées chaque année contre le gouvernement canadien en vertu de son mécanisme draconien de règlement des différends entre investisseurs et États. **La SDIS - introduite pour la première fois dans l'ALENA - permet aux multinationales étrangères de poursuivre les gouvernements élus pour des lois ou des politiques qui, selon elles, diminueraient leurs profits futurs.**

En janvier 2015, il y avait eu 37 réclamations connues contre le SDCI contre le Canada en vertu de l'ALENA, et les prix réglés aux sociétés s'élevaient à environ 341 millions de dollars AMÉRICAINS. Un montant additionnel de 65 millions de dollars a été dépensé en frais judiciaires et en frais juridiques, et le gouvernement fédéral fait toujours face à plus de 2,6 milliards de dollars en réclamations en instance.

L'AECG est une entente encore pire parce qu'elle empêche les provinces et les municipalités canadiennes de favoriser les entrepreneurs locaux. Ainsi, les entreprises européennes seront autorisées à soumissionner pour des contrats d'approvisionnement fédéraux, provinciaux et municipaux d'une valeur de plus de 100 milliards de dollars par an — et pourraient poursuivre n'importe quel gouvernement qu'elles pensent avoir fait preuve de discrimination à leur égard. Les experts juridiques prédisent que les poursuites sur les contrats perdus vont se multiplier au Canada.

Chapitre 14 du livre : Au-delà des Banksters

En 2009, le gouvernement libéral Dalton McGuinty de l'Ontario a versé 200 000 \$ à Goldman Sachs et marchés mondiaux CIBC pour évaluer la valeur des actifs de l'État de la province, y compris les 150 000 kilomètres de lignes de transport d'Électricité d'Hydro One , l'une des plus importantes lignes de transport d'électricité en Amérique du Nord. La première vente d'actions IPO d'Hydro One en novembre 2015 a été

gérée par un syndicat bancaire qui comprenait **RBC, La Banque Scotia, la Banque TD, Goldman Sachs, Barclays et Credit Suisse Securities.** **Collectivement, ils ont fait plus de 29 millions de dollars pour gérer cette vente. Un deuxième placement de 72,4 millions d'actions d'Hydro One a été réalisé par les mêmes banquiers en avril 2016, faisant passer leur prise à près de 60 millions de dollars pour la privatisation partielle.**

Chapitre 15 du livre : Au-delà des Banksters

Louant les libéraux de Trudeau pour leur appui au Partenariat transpacifique, le chef de la direction de la Banque Scotia, Brian Porter, a prévenu que les projets d'infrastructure entrepris devraient être ceux qui créeront des emplois. L'un de ces projets qu'il favorisait était le pipeline Énergie Est de 16 milliards de dollars qui transporterait du bitume dilué (dilbit) des sables bitumineux de l'Alberta au Nouveau-Brunswick, où il serait exporté vers des raffineries aux États-Unis et peut-être en Europe. Il a affirmé qu'il créerait « des dizaines de milliers d'emplois » et générerait des milliards de recettes fiscales.

Plus de 70 % des sociétés de sables bitumineux appartiennent toutefois à des intérêts étrangers, tout comme toutes les raffineries offshore. Quant à ces « dizaines de milliers d'emplois », la grande majorité des emplois promis, selon le Conseil des Canadiens, « seraient à court terme, dans les industries de la construction et du secondaire », tandis qu'un déversement de pipelines d'Énergie Est serait un « tueur d'emplois » majeur. En fait, le pipeline « traverserait plus de 900 voies navigables qui sont utilisées pour boire, pêcher, récréer et entretenir les terres agricoles ».

La plupart des Canadiens pourraient être surpris d'apprendre que l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada a mis une grande partie de ses cotisations au RPC dans les entreprises de sables bitumineux. La CCPIB a investi 286 millions de dollars dans TransCanada Corp., 357 millions de dollars dans Enbridge, 294 millions de dollars dans Canadian Natural Resources Ltd., 268 millions de dollars dans Suncor, 86 millions de dollars dans Cenovus et 34 millions de dollars dans Imperial Oil. Plus d'une douzaine de compagnies pétrolières étrangères reçoivent également des investissements de la CCPIB d'un montant d'environ 700 millions de dollars, dont Chevron (111 millions de dollars), ExxonMobil (103 millions de dollars) et Royal Dutch Shell (30 millions de dollars).

Chapitre 16 du livre : Au-delà des Banksters

Lorsque les banques islandaises se sont effondrées et que leur économie s'est effondrée en octobre 2008, « les Islandais n'étaient pas d'humeur à

prendre une ordonnance post-fusion des mêmes sources qui les avaient écœurés en premier lieu », a déclaré Geoff Olson de Common Grounds. « Ils ont nationalisé une banque, en ont mis trois autres sous séquestre et ont instauré un contrôle des capitaux. » Au cours des sept années suivantes, ils ont placé 26 banksters derrière les barreaux, purgeant des peines de deux à cinq ans, pour des crimes tels que la manipulation du marché, le détournement de fonds et le manquement à des obligations fiduciaires.

Les Islandais sont descendus dans la rue en 2008, frappant des casseroles et des casseroles, scandant « Renflouements non! Jail-ins oui! Ils ont refusé de payer pour les crimes et la corruption des banquiers par le biais d'augmentations d'impôts et de réductions de programmes sociaux. Au lieu de cela, ils ont insisté sur l'arrestation et la poursuite de dizaines de banquiers responsables de l'effondrement financier, ont forcé tout leur gouvernement à démissionner, et ont créé un comité de citoyens chargé d'écrire une nouvelle constitution protégeant le pays contre la cupidité des entreprises - tout en élargissant leurs services de sécurité sociale.

C'est ce qui aurait dû se produire au Canada et tous les autres pays dévastés par les banques internationales voraces et irresponsables et compagnies d'investissement - Panies. **L'une des raisons pour lesquelles ce n'est pas le cas, à part la passivité civile, est que l'histoire de la révolte des Islandais contre leurs seigneurs financiers n'a pratiquement pas été rapportée dans les médias grand public.** La plupart des personnes en dehors de l'Islande n'ont pas pu en savoir plus, sauf via les médias sociaux, et les médias alternatifs.

«Une source indispensable de connaissances»

Cet avis, plutôt long que d'habitude, ne devrait pas être considéré comme un substitut à lire l'intégralité du contenu du livre, qui contient une pléthore de faits saillants, d'autant plus que je doute qu'il y ait eu plus d'un Canadien sur dix, à avoir déjà vu les chiffres et l'analyse. **Je ne me réfère pas souvent à un livre comme un livre à lire de toute urgence, mais celui-ci correspond parfaitement à cette description.**

C. À propos de l'auteur Joyce Nelson

Joyce Nelson est l'auteur de cinq livres précédents – **The Perfect Machine: TV in the Nuclear Age; The Colonized Eye: Rethinking the Grierson Legend; Sultans de Sleaze: PR & The Media; Signer Crimes/Road Kill;** et **Seeing in the Dark** – un livre de poésie finaliste pour le B.C. Prix de poésie. De plus, elle a écrit des centaines d'articles et d'essais publiés dans un large éventail de magazines, de

journaux et de sites Web. Son travail écrit a fait l'une des excuses dans plusieurs recueils publiés au Canada et aux États-Unis.

Elle a reçu un prix pour ses écrits par la Vancouver Island Human Rights Society et, à trois reprises, ses articles ont été choisies par Project Censored Canada (maintenant NewsWatch Canada) pour leurs dix principales histoires « significatives, mais sous-déclarées » de l'année.

Nelson a également créé 23 heures de documentaire radiophonique pour CBC Ideas, qui ont toutes été rediffusées à la demande populaire, et elle a remporté le 2e Prix d'art dramatique radiophonique au Concours littéraire de la SRC. Elle est également une artiste visuelle, travaillant dans l'acrylique et la couleur de l'eau.

Nelson a enseigné à l'Université Queen's et à l'Université Victoria. Elle écrit actuellement pour le Watershed Sentinel, counterpunch.org et d'autres publications, et vit à Toronto, Canada. Voir www.joycenelson.ca

D. Table des matières du livre Au-delà des Banksters

Introduction	1
1. Poursuite de la Banque du Canada	9
2. La montée des seigneurs	13
3. Un cheval de Troie du 21ème siècle	23
4. Le « tsar de la nouvelle économie»	37
5. Le spécialiste du turn-around	45
6. Année de nos seigneurs overlords 2010	49
7. Zuccotti Park & les Guerriers Meme	61
8. COMER & la mémoire nationale	71
9. L'UE affiche ses tendances antidémocratiques	77
10. AECG : Le traité sur le « pas d'avocats laissés pour compte »	85
11. Le potentiel des services bancaires postaux	93
12. Plus d'accords commerciaux merdiques: TPP & TISA	99
13. Hillary, Larry & Dominic: Autres possibilités de pillage	109
14. Bilderberg & « The Wake Behind the Shark Fin»	117
15. Les P3 des pipelines sont-ils à l'ordre du jour?	127
Leçons tirées de l'Islande	135
Conclusion : Une combinaison dangereuse	143
Remerciements	149
Notes de fin	150
Index	162

E. Le contenu du chapitre 2 Au-delà des Banksters

Division I. L'introduction du chapitre 2

Le « père » de la Banque du Canada était un brillant homme d'État et un député de la Colombie-Britannique nommé Gerald Gratton McGeer. Au milieu de la Grande Dépression, McGeer analyse la structure économique et écrit un rapport en 1935 intitulé « La conquête de la pauvreté », dans lequel il expose quelques « grandes erreurs » qui opéraient à l'époque.

Il a écrit : « La proposition selon laquelle il y avait une sécurité dans la gestion (privée) du système monétaire par les banquiers, et la théorie selon laquelle les gouvernements ne pouvaient pas, à l'avantage de la communauté en général, émettre gratuitement de la monnaie nationale et du crédit aux fins du financement des entreprises publiques sont maintenant ouvertement en question.

Une fois ces grandes erreurs reconnues, le public exigera bientôt que le gouvernement prenne en charge le mécanisme de crédit et fournisse le pouvoir d'achat de l'échange nécessaire pour financer le progrès.¹

Le premier ministre du Canada de l'époque, William Lyon Mackenzie King, s'est fait l'écho de l'opinion de McGeer sur la réforme monétaire nécessaire. Il a déclaré au public dans une allocution radiophonique d'août 1935 : « Une fois qu'une nation a le contrôle de sa monnaie et de son crédit, peu importe qui fait les lois de cette nation. L'usure, une fois aux commandes, ruinera n'importe quelle nation. Jusqu'à ce que le contrôle de la question de la monnaie et du crédit est rétabli par le gouvernement et reconnu comme sa responsabilité la plus visible et sacré, tous parlent de la souveraineté du Parlement et de la démocratie est oisive et futile.²

La création de la Banque du Canada (BdC) en 1935 et sa **nationalisation en 1938** ont été fixées, **le gouvernement fédéral achetant toutes les actions privées. Ce qui a suivi a été une transformation remarquable du pays grâce à des prêts BdC sans intérêt de 1938 à 1974**, et comme **Bill Abram** (aujourd'hui décédé) a noté, « aucune grande dette nationale n'a été créée.³ Lorsqu'un prêt a été accordé par la BdC au gouvernement fédéral ou provincial, il a été remboursé directement à la BdC publique.

Le Canada a pu financer sa participation à **la Seconde Guerre mondiale, sa transformation d'un pays essentiellement rural en pays industrialisé, sa création d'un quasi-plein emploi et son élévation du niveau de vie d'après-guerre - financement de l'éducation postsecondaire, des soins de santé,**

des filets de sécurité sociale, etc. - par l'entremise de la BdC, sans causer de problèmes inflationnistes ni emprunter à des prêteurs privés. Compte tenu de cette réalisation, pourquoi le gouvernement libéral de Pierre Trudeau abandonne-t-il cette voie en 1974?

Division II. Montée des Seigneurs du chapitre 2

Dans son livre **The Money Mafia, Paul Hellyer** écrit que le système « a fonctionné magnifiquement pendant 35 ans jusqu'en 1974, année où la Banque du Canada a unilatéralement changé les règles. **Pour autant que je sache - moi-même et d'autres avons passé de nombreuses heures à faire des recherches sans trouver de preuves qui le réfuteraient - cela s'est fait sans conseiller ni obtenir le consentement du gouvernement canadien qui détient 100 % des actions (de la BdC) au nom des contribuables canadiens.** Le gouverneur de la Banque du Canada, Gerald K. Bouey, a simplement annoncé (en 1974) que la Banque **adoptait le monétarisme.** Il n'a pas été fait mention que cela était fait pour contre-former une politique de la BRI (Banque des règlements internationaux) à Bâle, en Suisse. **L'omission de divulguer que la Banque adoptait l'interdiction de la BRI de fournir de l'argent à faible coût aux gouvernements a été beaucoup plus importante. À l'avenir, nous devrions emprunter sur le marché et payer les taux (d'intérêt) du marché.**⁴

1974 a également été l'année où les États-Unis ont levé le contrôle des capitaux, permettant les mouvements transfrontaliers de capitaux par lesquels les banques privées américaines sont devenues le centre de la finance internationale.⁵

Dans un courriel de juillet 2016, Hellyer m'a dit que Gerald Bouey avait simplement prononcé un discours dans l'Ouest canadien dans lequel « il a informé le public que la Banque adoptait **immédiatement le monétarisme** – une théorie proposée par le prix Nobel Milton Friedman et ses collègues de l'Université de Chicago ».

La théorie monétaire émanant de la « Chicago School » de l'économie à l'Université de Chicago - **parfois connu sous le nom néolibéralisme,** « goutte-à-goutte économique, » ou « **marché libre** » capitalisme - balayait le monde économique dans les années 1970, peut-être mieux connu de la plupart par l'Angleterre Margaret Thatcher, **qui a entrepris de tout privatiser.**

Des économistes de droite comme Friedrich Hayek, Milton Friedman et leurs acolytes estimaient que les « marchés libres » étaient efficaces, rationnels et équitables, et qu'ils devraient s'autoréglementer sans ingérence gouvernementale. Cette politique économique néolibérale visait à non

réglementé (libéralisé) « marchés libres », réduits le gouvernement et la réglementation, les réductions des programmes sociaux, l'effondrement des syndicats, la privatisation massive des actifs de l'État, et le libre-échange.

Le best-seller de [Naomi Klein](#) en 2008 ***The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*** offre la meilleure histoire des « Chicago Boys » en action, à commencer par le renversement de Salvador Allende au Chili en 1973 et l'adoption par Pinochet du modèle économique de Friedman, qui s'est propagé ***(avec la terreur des entreprises et de l'État)*** à l'Argentine en 1976, puis à travers le cône sud de l'Amérique latine.⁶

Avant d'être tué par la junte argentine, le journaliste Rodolfo Walsh a qualifié le modèle économique imposé à son pays de « mal planifié », jetant des dizaines de millions de personnes dans l'extrême pauvreté pratiquement du jour au lendemain⁷. L'économiste Michel Chossudovsky, qui enseignait au Chili en 1973, a écrit : « D'un jour à l'autre, tout un pays a été précipité dans une pauvreté abyssale » et, en moins d'un an, « quatre-vingt-cinq pour cent de la population chilienne a été entraînée en dessous du seuil de pauvreté »⁸ Chossudovsky a vu le même modèle de « Chicago School » imposé « pays après pays ». Son livre de 1997, ***The Globalization of Poverty and the New World Order***, a été l'un des premiers à exposer ***le fonctionnement du modèle économique de Friedman.***⁹

Il s'agissait de la destruction prévue de l'économie d'une nation afin de la remplacer par le « marché libre » souhaité par les multinationales et le capital financier: la création d'une petite classe de seigneurs et d'une sous-classe largement appauvrie.

Comme l'a écrit Murray Dobbin, dans les années 1970... la finance internationale a eu sa chance de lancer la contre-révolution du marché libre » en adoptant « les idées radicales de Milton Friedman sur le marché libre : mettre la création de crédits entre les mains du secteur privé et créer des charges de la dette (pour les nations) qui limiteraient le potentiel de gouvernance démocratique... L'idéologie (de Friedman) était partagée par la Banque des règlements internationaux.¹⁰

Division III. Augmentation de la dette du chapitre 2

Au Canada, l'effet de la décision du gouverneur du BdC, Gerald Bouey, d'adopter le modèle Milton Friedman dicté par la BRI a été dramatique et presque immédiat. Bill Abrams a publié un tableau (basé sur les données de Statistique Canada) montrant que de 1940 à 1974, la dette nationale du Canada est demeurée très faible (bien en dessous de 30 milliards de dollars), mais après 1974, lorsque tous les niveaux de gouvernement ont été

forcés d'emprunter auprès de prêteurs privés, la dette nationale du Canada a grimpé en flèche – le graphique montre un angle de près de 90 degrés dans la hausse – à 523 milliards de dollars en 2005.¹¹ Cette dette croissante a été utilisée depuis pour justifier des compressions dans les programmes sociaux et de soins de santé du Canada, de l'ère Mulroney jusqu'à nos jours.

Comme Hellyer me l'a dit, en 2016, la dette nationale s'élève à 615 milliards de dollars et « s'élève à plus de 700 milliards de dollars d'ici la fin du mandat de quatre ans de l'actuel gouvernement (de Justin Trudeau). Plus étonnants encore, les contribuables harcelés ont dû payer plus de 1,1 billion de dollars d'intérêts au cours de cette période » de 1974 à 2015.

De toute évidence, la décision de Bouey a entraîné d'énormes profits pour les banques, qui ont également récolté de vastes paiements d'intérêts composés d'autres gouvernements qui ont suivi l'Évangile de Friedman et se sont inclinés devant les diktats de la Banque des règlements internationaux.

Division IV. Blâmer Trudeau? du chapitre 2

Hellyer m'a dit: « Quand ils entendent ces chiffres, beaucoup de gens blâment Pierre Trudeau qui était premier ministre lorsque le changement de politique s'est produit. Je me doutais qu'il s'agissait d'une hypothèse injuste. J'ai donc obtenu la permission d'examiner les documents privés de l'ancien premier ministre pour la période en question. **Il n'y avait pas un mot indiquant qu'il avait été consulté par le gouverneur Bouey, ou qu'il n'était en aucune façon impliqué dans la décision. Il avait été informé de l'adoption du « monétarisme », mais il n'y avait même pas d'indice que la Banque du Canada changeait arbitrairement le système », ce qui donnait aux banques privées le monopole de la création d'argents au Canada.**

« Pour vérifier que je n'avais rien manqué, m'a dit Hellyer, j'ai téléphoné au Dr John English, biographe officiel de Pierre Trudeau, qui avait un accès illimité à tous ses documents, et j'ai demandé si lui-même ou l'une de ses équipes de recherche avait vu quelque chose qui indiquait que le premier ministre avait été au courant. La réponse était « non », « rien ».

M. Hellyer soutient que « l'essentiel, c'est que le gouverneur de la Banque du Canada (Gerald Bouey) a pris unilatéralement, et sans autorisation, une décision qui a coûté plus d'un billion de dollars en intérêts au peuple canadien et qui lui a laissé une dette qui ne pourra jamais être remboursée ». Mais tout le monde ne laisse pas Pierre Trudeau s'en tirer. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de trace papier qu'il n'y a pas eu de conversations privées ou d'appels téléphoniques entre les deux hommes.

Peut-être ne saurons-nous jamais avec certitude si la décision de Gerald Bouey de 1974 était unilatérale, mais nous pouvons la placer dans le contexte historique du modèle économique de Milton Friedman et voir les résultats. Nous pouvons également le placer dans le contexte de la montée de la BRI.

Division V. « Entonnoir d'argent » du chapitre 2

La Banque des règlements internationaux a été appelée « la banque secrète qui dirige le monde ». Créé en 1930 par le biais d'accords intergouvernementaux conclus par une douzaine de pays, son objectif initial était de faciliter les réparations imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles après la Première Guerre mondiale. Mais comme Charles Higham l'a révélé dans Trading with the Enemy, la BRI s'est rapidement révélée être « un entonnoir d'argent pour les Américains et des fonds britanniques à affluer dans les coffres d'Hitler et à aider Hitler à construire sa machine de guerre ». ¹²

Le livre de Higham et la Tour de Bâle d'Adam Lebor fournissent l'histoire effrayante de la BRI - une banque qui fonctionne aujourd'hui comme une « institution financière non élue, irresponsable et secrète » qui publie des « prescriptions politiques pour les gouvernements démocratiques ». ¹³

M. Lebor qualifie la BRI de « club le plus exclusif au monde », dont les 18 membres se réunissent six fois par an pour assister au Comité consultatif économique (CCE), où ils délibèrent dans le plus grand secret et prennent des décisions qui affectent l'économie de chaque pays. En tant que banque des banques centrales (dont beaucoup sont aujourd'hui privatisées), la BRI compte parmi ses membres des gouverneurs de banques centrales du monde entier.

« En théorie, écrivait Lebor en 2013, une coopération sensée en matière d'entretien ménager et de mutuelle, supervisée par la BRI, assurera le bon fonctionnement des systèmes financiers mondiaux. La réalité est que nous sommes passés au-delà de la récession dans une crise structurelle profonde, alimentée par la cupidité et la rapacité des banques (privées), qui menacent toute notre sécurité financière. ¹⁴ La BRI est au sommet d'un réseau mondial d'argent, de pouvoir et d'influence mondiale secrète.

Carrol Quigley, professeur à l'Université de Georgetown, écrivait en 1964 : « Les pouvoirs du capitalisme financier avaient un autre objectif ambitieux, pas moins que de créer un système mondial de contrôle financier entre

des mains privées capables de dominer le système politique de chaque pays et l'économie du monde dans son ensemble.» Ce système devait être contrôlé de manière féodale par les banques centrales du monde agissant de concert, par des accords secrets conclus lors de réunions et de conférences privées fréquentes. L'apogée du système devait être la Banque des règlements internationaux à Bâle, en Suisse.¹⁵

La BRI est essentiellement un État souverain qui ne paie pas d'impôts, dont les motifs et les bureaux sont des territoires souverains, dont les réunions annuelles sont secrètes et dont le personnel a l'immunité diplomatique. « Aucun gouvernement n'a compétence juridique sur la banque, et aucun gouvernement n'a de surveillance sur ses opérations. »¹⁶

Paul Hellyer a noté qu'après la Seconde Guerre mondiale, l'influence de la BRI « est devenue omniprésente. Elle a joué un rôle important dans l'unification de l'Europe. Plus important encore, tout comme les meilleurs banquiers l'avaient espéré, il est devenu un puissant véhicule pour le transfert du pouvoir des États-nations démocratiques à un acte d'institution bureaucratique non élue, irresponsable et sur les conseils privés des meilleurs banquiers du monde.¹⁷ Lorsque Gerald Bouey s'est incliné devant les diktats de la BRI, la Banque publique du Canada a sans doute perdu son indépendance, ses politiques sur les questions monétaires ayant effectivement été transférées à l'industrie financière privée et étrangère. Le fait que cela arrivait aussi à d'autres connaissances à l'époque n'est, bien sûr, aucune consolation.

Cette décision cruciale de 1974 coïncidait avec un autre phénomène important.

Division VI. Le piège de la dette du chapitre 2

Le livre confessions d'un homme frappé économique de John Perkins en 2004 a choqué les lecteurs en réalisant à quel point le capital financier avait endetté et terrorisé le tiers monde depuis la fin des années 1960. Perkins a décrit un système par lequel des consultants comme lui ont été envoyés aux gouvernements du tiers monde pour convaincre leurs dirigeants d'assumer d'énormes dettes pour la construction de projets massifs **dans l'infrastructure.** Alors que les prêts provenaient de la Banque mondiale, du FMI, de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et d'autres institutions de prêt supervisées par la BRI, **l'argent est allé directement aux grandes sociétés d'ingénierie, de construction et de conseil :** Bechtel, Stone & Webster, Brown & Root, Chas T. Main, Halliburton, General Electric, et d'autres. Perkins admet que lui et d'autres hommes frappés économiques trompés les pays à travers le monde sur des billions de dollars **afin d'enrichir sociétés américaines.**¹⁸

Froidement, Perkins a révélé que les gouvernements qui refusaient d'endetter leurs pays (pour des projets d'infrastructure qui n'ont généralement que bénéficié à une élite) ont ensuite été ciblés par « les chacals », assassins qui ont tué les dirigeants; et si cela n'a pas fonctionné pour forcer un « changement de régime », les militaires des États-Unis. envahiraient le pays. Cette fusion de la capitalisation financière et de la puissance militaire a rarement été aussi clairement expliquée de l'autre côté. En outre, une fois qu'un gouvernement du tiers monde aura été endetté massivement, il pourrait être manipulé et exploité à des fins politiques.

C'est le « paradigme du grand projet » pour le développement, aligné sur le modèle économique de Milton Friedman, qui s'est imposé dans les années 1970 et a été pratiquement imposé aux pays pauvres, empêchant leurs gouvernements de consacrer des fonds à la réduction de la pauvreté, à la réforme agraire, aux services sociaux, à la substitution des importations (c'est-à-dire à la production et à l'industrie manufacturière locales) et à d'autres mesures qui profiteraient à leurs propres populations.

Division VII. Les « Chicago Boys » du chapitre 2

En comparaison, l'insistance de la BRI à ce que le Canada (et d'autres pays développés) abandonne leurs prêts gouvernementaux n'étaient pas aussi draconienne, mais elle correspondait au modèle : suppression de la souveraineté monétaire, imposition d'un fardeau de la dette, exigence de restrictions sur les dépenses déficitaires, réduction du financement des programmes sociaux et limitation du pouvoir public – tous menant aux objectifs de Milton Friedman et de la Chicago School : « marchés libres », réduction du gouvernement et de la réglementation, budgets d'austérité, privatisation de masse et libre-échange.

La Chicago School **a inspiré une « école de pensée » néolibérale** de Calgary, bien documentée dans le livre harperisme de Donald Gutstein publié en 2014. **Gutstein fournit également une explication du terme confus « néolibéralisme », qui n'a rien à voir avec la pensée « libérale », mais il s'agit plutôt de libéraliser les marchés et le commerce.** Il écrit que cette idéologie « s'appelle à juste titre le néolibéralisme parce que, **contrairement aux libertariens qui veulent un petit État impuissant qui laisse les gens tranquilles, les néolibérales requièrent un État fort qui utilise son pouvoir pour créer et faire respecter les marchés, et les soutenir quand ils échouent, comme cela s'est produit après l'effondrement financier de 2007-2008.** »¹⁹

Parallèlement à la création de l'Institut Fraser de droite en 1974 (qui énumère le défunt Friedrich Hayek à son conseil d'administration), une grande partie du Canada – et pas seulement le gouverneur du BdC Gerald Bouey – tombait en ligne avec le Néolibéralisme.

L'auteur Greg Palast a étudié l'économie avec « the Chicago Boys » sous Friedman, et dans son livre *Vulture's Picnic*, il note: **« Le plus rapide des étudiants de Chicago, souvent armés de puissants algorithmes informatiques qui pourraient faire transpirer Einstein, a fait l'éloge de Friedman et le marché libre vers le ciel - et a fait des milliards prouvant que Friedman avait tort. »** Contrairement à l'affirmation de Friedman **selon laquelle les « marchés libres » sont justes et autoréglementés, les Chicago Boys ont montré que « le marché pouvait être fixé, caressé, baisé avec, plié, et les dragons gardés sourds, muets et aveugles, ont leurs poches réduits à néant, perdent leur emploi, leur maison et leurs pensions au nom des (arbitres), des opérateurs de hedge funds et des traders d'Enron guidés par leur théorème secret et éprouvé : Milton Friedman ne connaît pas son code sur l'économie.»**²⁰

Les gens de COMER (fondée en 1988) pouvaient voir que les acolytes de Milton Friedman (y compris ceux de la BRI) prenaient le monde dans une direction dangereuse, bien qu'ils aient tendance à être plus polis à ce sujet que Palast. William Krehm, cofondateur du COMER, écrivait en 1993 : « La BRI a pris le pouvoir au fur et à mesure que son dogme gagnait le contrôle, entre autres organisations, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale... **(qui) ont forcé les citoyens des nations à court de pantalons à se serrer la ceinture** », tandis que l'argent qui leur a été prêté « s'est retrouvé dans le secret numéroté acomptes, détenus par des banques accommodantes. »²¹

Division VIII. Retour vers le futur du chapitre 2

Contrairement à d'autres pays développés du G7, le Canada possède toujours une banque centrale appartenant à son public. C'est pourquoi COMER a intenté sa poursuite : **il est toujours possible de remettre la Banque du Canada à son mandat initial.**

Herb Wiseman de COMER m'a dit par courriel comment la transition pourrait fonctionner : **« La dette du gouvernement fédéral est en bons du Trésor et en obligations. Ils ont tous des délais ou des dates de maturation. Lorsque les dates arrivent à échéance, la Banque du Canada n'a qu'à les acheter elle-même. De plus, la BdC peut créer un dépôt dans le compte du gouvernement et cet argent peut être utilisé pour financer l'infrastructure.** Paul Hellyer a un autre plan qui fonctionnerait aussi (www.canadianbankreformers.ca).

Le gouvernement nouvellement élu de Justin Trudeau semble toutefois déterminé à contourner la poursuite du COMER et à instituer une banque entièrement différente pour la construction d'infrastructures - une banque qui va encore emprêtré le pays.²² De plus, avec leur intérêt pour ce qu'on appelle le « recyclage des biens », le gouvernement libéral se lance dans une terrible ironie, historiquement parlant. Gerald Gratton McGeer écrivait dans son rapport de 1935 que le contrôle de la création monétaire par les systèmes bancaires privés devait être anéanti « de la même manière, et pour la même raison que nous avons éliminé les barrières de péage et la gestion privée des routes publiques et des autoroutes » au XIXe siècle.²³ Comme nous le verront, le secteur financier (avec l'aide gouvernements) a l'intention de revenir en arrière. Cela aussi fait depuis longtemps partie du modèle économique Milton Friedman. La Chicago School « voulait exproprier ce que les travailleurs et les gouvernements avaient construit au cours de ces décennies de travaux publics frénétiques ... **En ce qui concerne Friedman, toute cette richesse partagée devrait être transférée dans des mains privées, par principe²⁴**

G. Les références du chapitre 2 : La montée des Seigneurs

¹ Quoted in Bill Abram, Canadian Monetary History, Maple Bay, B.C.: C&W Publishing, 2008, p. 16.

² Quoted in William F. Hixson, It's Your Money, London, Ont.: COMER Publications, 1997, p. 1.

³ Abram, op. cit., p. 23.

⁴ Paul T. Hellyer, The Money Mafia: A World In Crisis, Walterville, Oregon: Trine Day LLC, 2014, p. 97.

⁵ Peter Dolack, "Today's Economic Hard Times Are the Culmination of a Long Series of Crises," truthout.org, August 23, 2016.

⁶ Naomi Klein, The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism, Toronto: Vintage Canada, 2008.

⁷ Quoted in *ibid.*, p.112.

⁸ Michel Chossudovsky, "Understand the Globalization of Poverty and the New World Order," globalresearch.ca, August 9, 2016.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Murray Dobbin, "Liberate the Bank of Canada, Intrepid Think Tank Urges," theyee.ca, April 17, 2015.

¹¹ Abram, op. cit., p. 11.

¹² Charles Higham, Trading with the Enemy: An Exposé of The Nazi-American Money Plot, 1933- 1949, New York: Delacorte Press, 1983.

¹³ Adam Lebor, Tower of Basel: The Shadowy History of the Secret Bank That Runs the World, New York: Perseus Books Group, 2013, p. 176.

¹⁴ *Ibid.*, p. xxi

- ¹⁵ Quoted in Ellen Brown, “Canada’s 2012 Budget: Imposing Austerity on the World’s Most Resource-Rich Country,” *commondreams.ca*, April 1, 2012.
- ¹⁶ Jim Mars, *The Trillion-Dollar Conspiracy*, New York, London, Toronto, Sydney: Harper Collins, 2010, p. 72.
- ¹⁷ Hellyer, *op. cit.*, p. 62.
- ¹⁸ John Perkins, *Confessions of an Economic Hit Man*, New York: Penguin Books, 2004.
- ¹⁹ Donald Gutstein, *Harperism: How Stephen Harper and his Think Tank Colleagues Have Transformed Canada*, Toronto: James Lorimer & Company Ltd., 2014, p.12.
- ²⁰ Greg Palast, *Vulture’s Picnic*, New York: Penguin Group, 2011, p. 275.
- ²¹ William Krehm, *A Power unto Itself: The Bank of Canada*, Toronto: Stoddart, 1993, pp. 29-30.
- ²² Andy Blatchford, “Will Big Pension Funds and Ottawa Partner to Build Tomorrow’s Infrastructure?” *Canadian Press*, May 15, 2016.
- ²³ Quoted in Abram, *op. cit.*, p. 13.
- ²⁴ Klein, *op. cit.*, p.66.

H. L’index du livre : Au-delà des Banksters

A

AFP (Americans for Prosperity) 48
 AIG 102
 Aladdin risk-management platform 26-7
 Alcoa 136-7, 140
 AltaLink 29, 120
 Alvarez, Henry 87
 Aqueduct Alliance 44
 asset recycling 21, 28-9, 31-32, 34, 114, 116, 116, 122-3

B

Baird, John 91
 Bank for International Settlements 5, 10, 14, 16-18
 Bank of America Merrill Lynch 25-6, 37
 Bank of Canada (BOC) 1-2, 4-5, 9-14, 21, 23-4, 30, 37, 71-75
 Barclays 26, 69, 117, 122, 131, 137
 Barlow, Maude 33, 83
 Barton, Dominic 39-41, 43-6, 48, 50, 57-9, 69-70, 129-31, 133-4
 Bennett Jones LLP 91
 Bilderberg 5, 83, 117-19, 121, 123-5
 Bill C-51 144-6

Bill Clinton administration 52, 112, 115
 BlackRock 26-7, 30-32, 35, 38-9, 111-13, 116-17, 127, 129
 Blatchford, Andy 29, 38
 BOC, See Bank of Canada
 Bouey, Gerald 14-17, 19-21, 118
 Brexit 4, 42, 77-8, 81, 83, 90
 Brookfield Asset Management 1, 62, 114
 Buffett, Warren 29, 58, 120

C

Caisse de depot et placement du Quebec 31, 38, 120-21
 Canada Infrastructure Bank, See CIB
 Canada Post 93-7, 104-5
 Canadian Council for Public-Private Partnerships (CCPPP) 143
 Canadian Freshwater Alliance 134
 Canadian Pension Plan Investment Board, See CPPIB
 Canadian Water Network 134
 Carlyle Group 114, 116
 Carney, Mark 70
 CCPPP (Canadian Council for Public Private Partnerships) 143

C.D Howe Institute 29-30, 38, 44, 83, 100-101
CDOs (Collateralized Debt Obligations) 53
CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) 75, 77-91, 105, 108, 118
Charest, Jean 118-20, 128
Chicago School 15, 20, 22
Chopra, Deepak 93-4, 96
Chossudovsky, Michel 2, 15
CIB (Canada Infrastructure Bank) 11, 24-6, 31, 33, 37, 43, 116
Citibank 52-3, 97
Citigroup 3, 66, 103, 105, 131
Clark, Bert 122
Clark, Christy 32
Clark, Ed 1-2, 121-22, 124
Clinton, Bill 70, 111-12
Clinton, Hillary 70, 109-12, 114-15, 127, 134
Collateralized Debt Obligations (CDOs) 53
COMER (Committee on Monetary and Economic Reform) 4-5, 9-11, 21, 23-4, 71, 73-5, 79-80, 147-8
Communications Security Establishment Canada (CSE) 144
Corydon, Bjarne 124-5
Coyne, Andrew 113, 118
CPPIB (Canadian Pension Plan Investment Board) 28-32, 35, 38-9, 58, 113, 116-18, 129, 133
CSE (Communications Security Establishment) 144
CSIS 144-6
CUPE (Canadian Union of Public Employees) 28, 33, 88, 123
CUPW (Canadian Union of Postal Workers) 93-6, 105

D
Focusing Capital on the Long Term, See FCLT
Fortier, Yves 87
Freeland, Chrystia (International Trade Minister) 38, 80-82, 86, 100-01
Friedman, Milton 15-17, 19-22, 64, 116
Froman, Michael 103-4

FSA (Financial Services Agreement) 52-3, 102, 106-7
DHS (Department of Homeland Security) 66, 68-9, 146
Director General of Corporate Services Operations 144
Domestic Security Alliance Council 69
Dong Energy 123-5

E
EC (European Commission) 78, 80-83, 90
ECC (Economic Consultative Committee) 18
Edelman, Richard 32, 46, 58
Eldrup, Anders 124
Emmett, Ann 24, 71, 73
Enbridge 32, 34, 129
Encana 129
Energy East 32, 128-9
ExxonMobil 32, 117, 129, 134

F
FCLT (Focusing Capital on the Long Term) 30-32, 39, 70, 84, 112
Federal Reserve 51, 65-6, 69
Financial Services Agreement, See FSA
Fink, Larry 26, 30-31, 35, 38-9, 67-8, 110-12, 114, 127
First Nations 89, 94, 132
Flaherty, Jim (former Finance Minister)

G
G-20 Summit 54-5
Galati, Rocco 7, 11, 23, 70-72, 88-9, 145-6
Geithner, Timothy 52-4
General Electric 19, 44, 59, 69, 114, 117
GENI (Global Energy Network Institute) 44
GIIA (Global Infrastructure Investor Association) 114, 121
Glass-Steagall Act 52, 102-3, 112
Goldman Sachs 62, 97, 103-4, 111-12, 114, 121-25, 134, 136
Gordon Foundation 133-4
Greece 26, 35, 54, 61, 79, 115, 140
Gross, Bill (Pimco) 64-5, 67-8

H

Halliburton 19, 135
Harper, Stephen 30, 54, 74, 78-9, 88, 119
Harper government 11, 53, 55, 88, 91, 94, 96, 105
Hayek, Friedrich 15, 20, 75, 115
Hejazi, Walid 100
Hellyer, Paul 2, 14-18, 21, 72, 101
Hessel, Stephane and Time for Outrage 55-7
HSBC Bank 117, 131
Hudson, Michael 75, 115, 138
Hydro One 28, 121-23, 132

I

ICS (Investment Court System) 86
IFC 131
IMF (International Monetary Fund) 1-2, 19, 21, 70, 102, 135, 138-9
Infrastructure Ontario 33, 122
International Finance Corporation 131
International Monetary Fund, See IMF
ISDS (Investor-State Dispute Settlement) 80, 85-7, 89-91, 101-105

J

JP Morgan Chase 1, 4, 27, 52, 66, 97, 105, 131
Juncker, Jean-Claude 78, 81, 84, 90

K

Koch, David 48
Krehm, William 71, 73

L

Lalonde, Marc 87
Lasn, Kalle 62
Lehman Brothers 51, 137
Lone Pine Resources 89, 91

M

Martin, Paul 64
McKenna, Frank 1, 121
McKinsey & Company 39-45, 48, 50-51, 112, 114, 118, 125, 130-131
Merrill Lynch Canada Inc 25-6, 30-31, 35, 37, 43, 113, 116, 131
Mills, Cheryl 111
Morgan Stanley 4, 27, 114, 121, 136

Morneau, Bill (Finance Minister) 25, 38-41, 43, 116, 118

Munroe-Blum, Heather 30, 117

N

NAFTA (North American Free Trade Agreement) 80, 85-7, 89, 100, 110, 132
NAWAPA (North American Water and Power) 131-32
NHS (National Health Service) 41-42
Nixon, Gordon 26, 30

O

OWS (Occupy Wall Street) 5, 62-9, 146

P

Poloz, Stephen (Governor, BoC) 24, 117
POWI (Program on Water Issues) 133-4

R

Rastani, Alessio 62
Rockefeller, David 64, 119
Royal Bank of Canada 2, 26, 28, 30, 117, 129-30, 134
Rubin, Robert 54, 117

S

Sabia, Michael 31, 38-9, 120
Santelli, Rick 47, 61
Scotiabank 2, 75, 122, 127
Shell Canada 130, 132
Smart Prosperity 129-30, 132, 134
Sohi, Amarjeet (Infrastructure Minister) 25, 38, 116
Summers, Larry 52-4, 70, 97, 100, 117

T

TARP bank bailout 47
Tea Party 46-9, 51, 67
Thatcher, Margaret 15, 115
TISA (Trade In Services Agreement) 107
TPP (TransPacific Partnership) 75, 85-6, 99-105, 108, 127
Transatlantic Trade and Investment Partnership, See TTIP
TransCanada Corporation 32, 85, 128-9
TransPacific Partnership, See TPP
Trudeau, Justin 11-12, 21, 24, 37, 39, 84-5, 116, 118
Trudeau, Pierre 10, 14, 17

Trudeau government 25-6, 99, 131-32
Trump, Donald 64, 109
TTIP (Transatlantic Trade and
Investment Partnership) 42, 77, 85-6, 90,
104-5, 108

W

White, Micah 62
Whittingham, Ed 130

Wiseman, Mark 28-31, 35, 38-9, 58, 129
World Bank 19, 21, 44, 131, 135
Wright, Nigel 119
WTO (World Trade Organisation) 52-3
WWF Canada 1, 130, 134
Wynne, Kathleen 28, 121-22

(Created with TExtract / www.Texyz.)

Division I- The Rise of the Overlords

The “father” of the Bank of Canada was a brilliant statesman and Member of Parliament from British Columbia named Gerald Gratton McGeer. In the midst of the Great Depression, McGeer analyzed the economic structure and wrote a 1935 report called “The Conquest of Poverty,” in which he exposed some “great fallacies” operating at the time.

He wrote: “The proposition that there was safety in (private) banker management of the monetary system, and the theory that governments could not, to the advantage of the general community, issue national currency and credit, free of interest charge for the purpose of financing public enterprise are now openly in question. Once these great fallacies are recognized, the public will soon demand that government take over the credit machinery and provide the purchasing power of exchange necessary to finance progress.”¹

The Prime Minister of Canada at the time, William Lyon MacKenzie King, echoed McGeer’s views on needed monetary reform. He told the public in an August 1935 radio address: “Once a nation parts with control of its currency and credit, it matters not who makes that nation’s laws. Usury, once in control, will wreck any nation. Until the control of the issue of currency and credit is restored to government and recognized as its most conspicuous and sacred responsibility, all talk of the sovereignty of Parliament and of democracy is idle and futile.”²

The stage was set for the creation of the Bank of Canada (BDC) in 1935, and its nationalization in 1938, with the federal government purchasing all the privately-held shares. What followed was a remarkable transformation of the country through interest-free BDC loans from 1938 until 1974, and as Bill Abram (now deceased) noted, “no great national debt was created.”³ When a loan was provided by the BDC to the federal or provincial government, it was repaid directly back to the publicly-owned BDC.

Canada was able to finance its participation in World War II, its transformation from a mostly rural to an industrialized country, its creation of virtually full employment, and its

postwar rise in the standard of living – financing postsecondary education, health care, social safety nets, etc. – through the BDC without causing inflationary problems or borrowing from private lenders. Given this achievement, why did the Liberal government of Pierre Trudeau abandon this path in 1974?

Division II. Rise of the Overlords

In his book *The Money Mafia*, Paul Hellyer writes that the system “worked splendidly for 35 years until 1974, when the Bank of Canada unilaterally changed the rules. As far as I know – and I and others have spent many hours in research without finding any evidence that would refute it – this was done without either advising or obtaining the consent of the Canadian government that owns 100% of the (BDC) shares on behalf of Canadian taxpayers. The Governor of the Bank of Canada, Gerald K. Bouey, simply announced (in 1974) that the Bank was adopting monetarism. There was no mention that this was being done to conform to a policy of the BIS (Bank for International Settlements) in Basel, Switzerland. Of much greater significance was the failure to disclose that the Bank was adopting the BIS’ prohibition of providing low cost money to governments. In future, we would have to borrow in the market, and pay market (interest) rates.”⁴

1974 was also the year that the U.S. lifted capital controls, allowing the cross-border movements of capital by which U.S. private banks became the centre of international finance.⁵

In a July 2016 email, Hellyer told me that Gerald Bouey simply gave a speech in Western Canada in which “he advised the public that the Bank was forthwith adopting monetarism – a theory proposed by Nobel Laureate Milton Friedman and his colleagues at the University of Chicago.”

The monetary theory emanating from “the Chicago School” of economics at the University of Chicago – sometimes known as neoliberalism, “trickle-down economics,” or “free market” capitalism – was sweeping the economic world in the 1970s, perhaps best known to most by England’s Margaret Thatcher, who set out to privatize everything.

Right-wing economists such as Friedrich Hayek, Milton Friedman and their acolytes believed that “free markets” are efficient, rational and fair, and should be self-regulating with no government interference. This neoliberal economic policy aimed for unregulated (liberalized) “free markets,” reduced government and regulation, cutbacks to social programs, union-busting, mass privatization of state assets, and free trade. Naomi Klein’s 2008 best-seller *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism* provides the best history of the “Chicago Boys” in action, starting with the 1973 overthrow of Salvador Allende in Chile and Pinochet’s adoption of Friedman’s economic model, which spread (along with corporate and state terror) to Argentina in 1976 and then throughout Latin America’s Southern Cone.⁶

Before he was killed by the Argentina junta, journalist Rodolfo Walsh called the economic model imposed on his country “planned misery,” throwing tens of millions of people into extreme poverty virtually overnight.⁷ Economist Michel Chossudovsky, who was teaching in Chile in 1973, has written, “From one day to the next, an entire country was precipitated into abysmal poverty,” and in less than a year, “eighty-five per cent of the Chilean population had been driven below the poverty line.”⁸ Chossudovsky saw the same “Chicago School” model imposed “in country after country.” His 1997 book, *The Globalization of Poverty and the New World Order*, was one of the first to expose the workings of Friedman’s economic model.⁹

This was the planned destruction of a nation’s economy in order to replace it with the “free market” desired by multinational corporations and finance capital: creating a small class of overlords and a vastly impoverished underclass.

As Murray Dobbin wrote, during the 1970s “... international finance got its chance to launch the free market counter-revolution” by adopting “Milton Friedman’s radical free market ideas: putting the creation of credit into private hands and creating debt burdens (for nations) which would restrict the potential for democratic governance ... (Friedman’s) ideology was shared by the Bank for International Settlements.”¹⁰

Division III. Escalating Debt

In Canada, the effect of BDC Governor Gerald Bouey’s decision to adopt the Milton Friedman model dictated by the BIS was dramatic and almost immediate. Bill Abrams published a chart (based on StatsCan data) showing that from 1940 to 1974, Canada’s national debt remained very low (well under \$30 billion), but after 1974, when all levels of government were forced to borrow from private lenders, Canada’s national debt skyrocketed – the chart shows almost a 90-degree angle in the rise – to \$523 billion in 2005.¹¹ This escalating debt has been used ever since to justify cuts to Canada’s health care and social programs, from the Mulroney era on into the present.

As Hellyer told me, in 2016 the national debt is \$615 billion and is “headed to more than \$700 billion by the end of the four year mandate of the present (Justin Trudeau) government. Even more astounding, harried taxpayers have had to pay more than \$1.1 trillion in interest in that period” from 1974 to 2015.

Obviously, Bouey’s decision meant tremendous profits for the banks, which were similarly reaping vast compound interest payments from other governments that followed the Friedman gospel and bowed to the dictates of the Bank for International Settlements.

Division IV. Blaming Trudeau?

Hellyer told me, “When they hear these numbers, many people blame Pierre Trudeau who was prime minister when the change of policy occurred. I suspected that this was

an unfair assumption. So I got permission to look at the former prime minister's private papers for the period in question. There was not a word indicating that he had been consulted by Governor Bouey, or that he was in any way involved in the decision. He had been informed about the adoption of 'monetarism' but there was not even a hint that the Bank of Canada was arbitrarily changing the system," which gave private banks a monopoly on the creation of money in Canada.

"To double-check that I hadn't missed anything," Hellyer told me, "I phoned Dr. John English, Pierre Trudeau's official biographer, who had unlimited access to all his papers, and asked if he or any of his research team had seen anything that indicated the prime minister had been in the loop. The answer was 'no,' 'nothing'."

Hellyer maintains that the "bottom line is that the Governor of the Bank of Canada (Gerald Bouey) unilaterally, and without authority, made a decision that has cost the Canadian people more than a trillion dollars in interest, and left them with a debt that can never be repaid."

But not everyone lets Pierre Trudeau off the hook. Just because there's no paper trail doesn't necessarily mean that there were no private conversations or phone calls between the two men. Perhaps we'll never know for sure whether Gerald Bouey's 1974 decision was unilateral, but we can place it in the historical context of Milton Friedman's economic model and see the results. We can also place it in the context of the rise of the BIS.

Division V. "Money Funnel"

The Bank for International Settlements has been called "the secret bank that runs the world." Established in 1930 through intergovernmental agreements by about a dozen countries, its original purpose was to facilitate reparations payments imposed on Germany by the Treaty of Versailles after World War I. But as Charles Higham revealed in *Trading with the Enemy*, the BIS soon turned out to be "a money funnel for American and British funds to flow into Hitler's coffers and to help Hitler build up his war machine."¹²

Higham's book and Adam Lebor's *Tower of Basel* provide the frightening history of the BIS – a bank which now functions as an "unelected, unaccountable and secretive financial institution" that issues "policy prescriptions for democratic governments."¹³

Lebor calls the BIS "the world's most exclusive club," whose 18 members gather six times a year to attend the Economic Consultative Committee (ECC), where they deliberate in the utmost secrecy and make decisions that affect every nation's economy. As the bank for central banks (many now privatized), the BIS's members include central bank governors from around the world.

"In theory," Lebor wrote in 2013, "sensible housekeeping and mutual cooperation, overseen by the BIS, will keep the global financial system functioning smoothly. In

theory. The reality is that we have moved beyond recession into a deep structural crisis, one fueled by the (private) banks' greed and rapacity, which threatens all of our financial security." The BIS is at the top of a global network of money, power, and covert global influence.

Georgetown University professor Carrol Quigley wrote in 1964, "The powers of financial capitalism had another far-reaching aim, nothing less than to create a world system of financial control in private hands able to dominate the political system of each country and the economy of the world as a whole. This system was to be controlled in a feudalist fashion by the central banks of the world acting in concert, by secret agreements arrived at in frequent private meetings and conferences. The apex of the system was to be the Bank for International Settlements in Basel, Switzerland."¹⁵

The BIS is essentially a sovereign state which pays no taxes, whose grounds and offices are sovereign territory, whose annual meetings are secret, and whose personnel have diplomatic immunity. "No government has legal jurisdiction over the bank, nor do any governments have oversight over its operations."¹⁶

Paul Hellyer has noted that after World War II the influence of the BIS "became all pervasive. It played a significant role in the unification of Europe. Most important of all, just as the top bankers had hoped, it became a powerful vehicle for the transfer of power from democratic nation states to an unelected, unaccountable, bureaucratic institution acting on the private advice from the world's top bankers."¹⁷

When Gerald Bouey bowed to the BIS's dictates, the publicly-owned Bank of Canada arguably lost its independence, with its policy-making on monetary issues effectively transferred to the private and foreign-based financial industry. The fact that this was also happening to other countries at the time is, of course, no consolation. That crucial decision in 1974 coincided with another important phenomenon.

Division VI. The Debt Trap

John Perkins' 2004 book *Confessions of an Economic Hit Man* shocked readers into realizing just how finance capital had indebted and terrorized the Third World since the late 1960s. Perkins described a system by which consultants like himself were sent to Third World governments to convince their leaders to take on huge debts for building massive infrastructure projects. While the loans came from the World Bank, the IMF, US Agency for International Development (USAID) and other lending institutions overseen by the BIS, the money went directly to the big engineering, construction and consulting companies: Bechtel, Stone & Webster, Brown & Root, Chas T. Main, Halliburton, General Electric, and others. Perkins admits that he and other economic hit men cheated countries around the globe out of trillions of dollars in order to enrich U.S. corporations.¹⁸

Chillingly, Perkins revealed that governments which refused to indebt their countries (for infrastructure projects that usually only benefitted an elite few) were then targeted by “the jackals,” assassins who killed the leaders; and if that didn’t work to force a “regime change,” the U.S. military would invade the country. This fusion of finance capital and military power has rarely been so clearly explained from the inside. Moreover, once a Third World government had been saddled with massive debt, it could be further manipulated and exploited for political purposes.

This was the “big project paradigm” for development, aligned with Milton Friedman’s economic model, that took hold in the 1970s and was virtually forced onto poor countries, preventing their governments from devoting funds to poverty reduction, land reform, social services, import substitution (i.e., local production and manufacturing), and other measures that would benefit their own populations.

Division VII. The “Chicago Boys”

By comparison, the BIS’ insistence that Canada (and other developed countries) abandon their government lending was not as draconian, but it fit the pattern: removing monetary sovereignty, imposing a debt burden, requiring restrictions on deficit spending, curtailing funding for social programs, and limiting government power – all leading to the goals of Milton Friedman and the Chicago School: “free markets,” reduced government and regulation, austerity budgets, mass privatization, and free trade.

The Chicago School inspired a neoliberal “Calgary school” of thought, thoroughly documented in Donald Gutstein’s 2014 book *Harperism*. Gutstein also provides an explanation of the confusing term “neoliberalism,” which has nothing to do with “liberal” thinking but instead is about liberalizing markets and trade. He writes that this ideology “is properly called neo-liberalism because, in contrast to libertarians who want a small, powerless state that leaves people alone, neo-liberals require a strong state that uses its power to create and enforce markets, and prop them up when they fail, as happened after the 2007-08 financial meltdown.”¹⁹

Along with the creation of the right-wing Fraser Institute in 1974 (which lists the deceased Friedrich Hayek on its board), much of Canada – and not just BDC Governor Gerald Bouey – was falling in line with neoliberalism.

Author Greg Palast studied economics with “the Chicago Boys” under Friedman, and in his book *Vulture’s Picnic*, he notes: “The quickest of the Chicago students, often armed with mighty computer algorithms that could make Einstein sweat, praised Friedman and the free market to the sky – and made billions proving Friedman wrong.” Contrary to Friedman’s claim that “free markets” are fair and self-regulating, the Chicago Boys showed that “(t)he market could be fixed, fondled, fucked with, bent, and the suckers kept deaf, dumb and blind, have their pockets slashed, lose their jobs, homes and pensions to the arbs (arbitrators), the hedge fund operators, and Enron traders guided

by their secret, well-proven theorem: Milton Friedman doesn't know his ass from his elbow about economics."²⁰

The folks at COMER (founded in 1988) could see that Milton Friedman's acolytes (including those at the BIS) were taking the world in a dangerous direction, although they tended to be more polite about it than Palast. COMER co-founder William Krehm wrote in 1993: "The BIS grew in power as its dogma gained control of, among other organizations, the International Monetary Fund and the World Bank... (which) have forced the citizens of nations short on trousers to tighten their belts," while the money lent to them "ended up in secret numbered accounts, held by accommodating banks."²¹

Division VII. Back to the Future

Unlike other developed countries in the G7, Canada still has a publicly-owned central bank. That is why COMER launched its lawsuit: it is still possible to return the Bank of Canada to its original mandate.

COMER's Herb Wiseman told me by email how the transition could work: "Debt from the federal government is in treasury bills and bonds. They all have time limits or maturation dates. When the dates comedue, all the Bank of Canada has to do is purchase them itself. As well, the BDC can create a deposit in the government's account and that cash can be used to fund infrastructure. Paul Hellyer has another plan that would also work (www.canadianbankreformers.ca)."

The newly elected government of Justin Trudeau, however, seems intent on bypassing the COMER lawsuit and instituting an entirely different bank for building infrastructure - one that will further indebt the country.²² As well, with their interest in something called "asset recycling," the Liberal government is embarking on a terrible irony, historically speaking. Gerald Gratton McGeer wrote in his 1935 report that the private banking systems' control of money-creation must be wiped out "in much the same way, and for the same reason that we wiped out toll gates and private management of public roads and highways" in the nineteenth century.²³ As we shall see, the financial sector (with the help of governments) intends to turn the clock way back.

That too has long been part of the Milton Friedman economic model. The Chicago School "wanted to expropriate what workers and governments had built during those decades of frenetic public works ... As far as Friedman was concerned, all this shared wealth should be transferred into private hands, on principle."²⁴

